

Déplorer les inégalités, ignorer leurs causes

 monde-diplomatique.fr/2019/01/ZAMORA/59419

1 janvier 2019

janvier 2019

Mieux répartir les revenus ou se libérer du marché?

«Des riches plus riches et des pauvres plus pauvres.» De ce constat cent fois formulé on peut déduire des solutions politiquement opposées : adoucir le capitalisme, disent les uns; socialiser la richesse, rétorquent les autres. Avant de resurgir dans les slogans d'Occupy Wall Street, ce débat a traversé le XXe siècle. La mise en avant des inégalités dans le discours public a elle aussi une histoire.

par Daniel Zamora

Paru en 2013, le livre de Thomas Piketty *Le Capital au*



XXIe siècle s'est vendu à plus de deux millions et demi

d'exemplaires à travers le monde. Depuis ce succès phénoménal, l'inégalité est largement perçue comme le grand problème moral de notre temps. Aux États-Unis, Karl Marx figure parmi les meilleures ventes de la catégorie «Free Enterprise» d'Amazon, et le jeune magazine américain de gauche *Jacobin* est à présent une publication grand public. On peut cependant se demander dans quelle mesure cette mode s'accorde avec les idées de Marx. En réalité, la notion d'inégalités de revenus était rarement utilisée au XIXe siècle, et sa centralité dans le débat public a considérablement appauvri notre façon de penser la justice sociale (1).

La meilleure façon de comprendre cette évolution est de parcourir l'un des classiques du socialisme, *Le Capital*. Aussi surprenant que cela puisse paraître, le terme «inégalité» n'apparaît pas plus de quatre fois (cela varie selon les traductions) dans le volumineux chef-d'œuvre du philosophe allemand. Jusqu'à la fin du XIXe siècle, aucun penseur ne s'était en effet préoccupé de placer chaque individu sur un axe et le revenu total sur un autre pour en mesurer la distribution. Comptaient les différences entre les classes et les facteurs de production, plutôt que celles existant entre les individus. Ce n'est qu'avec le travail du sociologue italien Vilfredo Pareto (1848-1923) qu'émergent des outils modernes de mesure de l'inégalité. Pour Marx, le problème n'était pas d'envisager comment répartir les revenus entre les individus, mais d'imaginer une société délivrée du marché.

Qu'il s'agisse de la production, du travail ou, plus généralement, des relations humaines, la «société de marché», comme l'appelait l'économiste et anthropologue Karl Polanyi, était considérée comme une menace pour la démocratie dans la mesure où elle laissait le marché façonner l'ordre social plutôt que l'inverse. Ce type de société avait non seulement éliminé du débat politique la question de l'allocation des ressources, mais également modifié la nature des transactions sociales en tant que telles.

Une longue éclipse

C'est pourquoi le sociologue Richard Titmuss défendit l'idée selon laquelle l'objectif d'un État social était d'inculquer et de préserver l'«*esprit de Dunkerque*» — l'expression renvoyait au sauvetage de centaines de milliers de soldats alliés sur les côtes françaises en mai-juin 1940 grâce à une flottille de centaines de navires civils, un événement qui eut un impact très important au Royaume-Uni (2). Titmuss voyait là les germes de la «*société généreuse*» à venir. À l'été 1940, écrit-il, avec Dunkerque, «*l'humeur du peuple changea et, avec elle, les valeurs. Puisque les dangers devaient être partagés, il devait en être de même pour les ressources*». Cependant, ce nouvel ordre, loin de se limiter à une simple redistribution des revenus, visait à créer les institutions démocratiques capables de vaincre ce que William Beveridge, économiste britannique et théoricien de l'État social, appellerait dans un rapport célèbre, en 1942, les cinq «*géants*» — pauvreté, insalubrité, maladie, ignorance et chômage —, afin de promouvoir la solidarité au-delà du seul contexte de la guerre.

Par conséquent, l'«*esprit de Dunkerque*» étendra notablement le rôle assigné à l'État, en particulier pour garantir à sa population des droits sociaux à visée universelle (à la santé, à l'éducation, au travail, au logement...). Cette révolte du corps social contre le «*laisser-faire*» empruntait une voie médiane entre les législations sociales mises en œuvre en Allemagne par le chancelier Otto von Bismarck dans les années 1880 et la socialisation à grande échelle conduite en Union soviétique depuis octobre 1917.

Une part croissante des salaires est alors socialisée pour financer d'imposants systèmes de sécurité sociale. Les taux d'imposition élevés appliqués aux plus aisés permettent la création de services publics, lesquels forment la base d'une nouvelle «*propriété sociale*». Cette notion, utilisée en France à la fin du XIXe siècle, avait pour objet de conjurer le spectre d'une guerre civile déchirant une société où seuls les propriétaires disposaient de la pleine citoyenneté. Juxtaposée à la propriété privée existante, une propriété sociale mettrait «*à la disposition des non-propriétaires un type de ressources qui n'est pas la possession directe d'un patrimoine privé, mais un droit d'accès à des biens et à des services collectifs qui ont une finalité sociale* (3) ».

Les institutions de l'État social doivent donc être comprises comme un prolongement de l'impératif démocratique, faisant de la reproduction physique et sociale des individus une question politique, permettant de décider collectivement du type d'humanité que la société veut constituer. Cette perspective explique l'importance que les services publics, plutôt que les transferts monétaires, prendront pour nombre d'économistes du début du XXe siècle. Là où le «*laisser-faire*» a failli à garantir la reproduction matérielle de la population, il revient à l'État d'agir. Ainsi, en 1950, le sociologue britannique Thomas Humphrey Marshall n'hésitait pas à écrire que «*l'égalité fondamentale*» ne pouvait être «*créée et préservée sans porter atteinte à la liberté du marché concurrentiel*».

Cette nouvelle compréhension du rôle de la puissance publique sera promue dans le monde entier. En 1944, la déclaration de Philadelphie, qui réaffirme les objectifs de l'Organisation internationale du travail (OIT), souligne que «*le travail n'est pas une marchandise*» et pose comme objectif fondamental «*l'extension de la sécurité sociale*». Au-delà du monde industrialisé, des dirigeants postcoloniaux comme Jawaharlal Nehru en Inde, Kwame Nkrumah au Ghana ou Léopold Sédar Senghor au Sénégal s'engagent alors à réaliser les promesses que l'État social semble porter au-delà des frontières du monde

impérial.

C'est dans l'Amérique des années 1960 que la préoccupation croissante pour la seule pauvreté a commencé à remodeler les idées sur la justice sociale. Lorsque, en mars 1962, le militant socialiste Michael Harrington publie son ouvrage à succès *The Other America*, les programmes de l'État social font à ses yeux partie du problème. L'Amérique pauvre, écrit-il, «est passée à côté des acquis sociaux et politiques des années 1930». Non seulement les institutions de sécurité sociale, le salaire minimum, les lois du travail ou les syndicats ne seraient pas conçus pour les déshérités, mais ils contribueraient même à leur «rejet». Pour Harrington, la pauvreté constitue une condition spécifique, détachée de la question du travail ou du marché. Située non plus au sein mais à côté du rapport salarial, cette pauvreté diffère radicalement du paupérisme du XIXe siècle. Si le pauvre «forme un système distinct», il constitue dès lors un problème spécifique. Comme l'écrira le journaliste du *New Yorker* Dwight Macdonald dans le compte rendu qu'il fera du livre de Harrington en 1963, «l'inégalité de la richesse n'est pas nécessairement un problème social majeur en soi»; «la pauvreté, si» (4). Désormais, la principale préoccupation sera d'établir un plancher de revenus plutôt que d'universaliser la sécurité sociale.

Au début des années 1970, l'éclatement spectaculaire du «problème de la pauvreté» favorise une conception de la justice sociale axée sur la seule dimension monétaire. La mise en place d'un seuil sous lequel personne ne devrait tomber va rapidement marginaliser les discussions sur la construction de plafonds de revenus ou sur la réduction de l'espace dans lequel se déploie le marché. C'est à ce moment que les propositions d'allocation universelle ou les programmes d'impôt négatif promus par l'économiste monétariste Milton Friedman (5) séduisent des hauts fonctionnaires et des partis politiques, comme un moyen de lutter enfin directement contre la pauvreté. En France, Lionel Stoléru, conseiller au ministère des finances et futur secrétaire d'État de M. Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand, considère que l'accent mis sur la pauvreté produit la seule politique sociale raisonnable au sein d'un système de libre marché. Comme l'écrira Friedman lui-même, une telle politique, «tout en opérant par l'intermédiaire du marché», «ne fausse pas le marché ni n'entrave son fonctionnement» (6). Dans cette conception des politiques sociales, la préservation des mécanismes de marché et du système des prix devient une préoccupation centrale. Si la «main invisible» du marché conduit à une situation indésirable, la solution privilégiée doit être celle de transferts monétaires plutôt que celle d'interventions étatiques.

Cette idée connaît une diffusion rapide dans les institutions internationales sous la houlette de Robert McNamara. Ministre de la défense sous John F. Kennedy et Lyndon B. Johnson, il est nommé en 1968 à la tête de la Banque mondiale. Il y met en place une stratégie contre la pauvreté fondée non plus sur la redistribution, mais sur «l'aide aux pauvres pour qu'ils atteignent leur potentiel productif (7) ». Comme l'analyse l'historien Samuel Moyn, «la justice sociale a été mondialisée et minimisée», ce qui a favorisé l'établissement d'une ligne sous laquelle «personne n'est autorisé à sombrer», tout en permettant de s'opposer fermement aux récits égalitaires des dirigeants postcoloniaux (8). Dans les années 1980, l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE) ainsi que

l'Organisation des Nations unies (ONU) reprennent l'approche de McNamara. Hier conçue pour protéger les populations des effets du marché, la justice sociale sera désormais une intervention visant à permettre à tous d'y participer.

La longue éclipse de l'inégalité comme thème dominant du débat public a pris fin dans le sillage de la crise financière de 2008. Le mouvement Occupy Wall Street en 2011 et le slogan des «99%» ont capté l'imaginaire et mis un nom sur l'extrême polarisation des revenus et des patrimoines survenue au cours des décennies précédentes. Toutefois, comme l'a fait valoir l'historien Pedro Ramos Pinto, ce succès n'a pas conduit à rompre avec les définitions strictement quantitatives et monétaires. Si le retour de ce thème dans le débat public marque une amélioration par rapport à la focalisation sur la pauvreté, il se circonscrit néanmoins aux attributs individuels plutôt qu'à des catégories et relations plus politiques : on s'emploie «à *déplorer les effets, plutôt qu'à chercher les causes* (9) ».

Comment devrions-nous dès lors nous préoccuper des inégalités? Deux réponses classiques dessinent deux horizons politiques opposés. Une conception limitée aux effets, et donc axée sur la stricte disparité de revenus, conduit à accroître l'égalité en réduisant l'écart monétaire entre les riches et les pauvres. Il en résulterait un monde où la concurrence économique serait toujours impitoyable, mais où nul ne craindrait la privation matérielle. Un monde qu'aucun des penseurs socialistes du XIXe siècle n'aurait jamais imaginé, tant ils associaient fermement l'inégalité au problème du libéralisme économique.

Une seconde conception cherche à atteindre l'égalité par la démarchandisation et la démocratisation de biens comme les soins de santé, l'éducation, les transports, l'énergie, etc. Un monde qui, en socialisant et en garantissant l'accès de tous aux éléments les plus importants de notre existence, réduirait la dépendance au marché, et donc au mécanisme qui se trouve à l'origine des inégalités (10). Longtemps, ce projet n'a pas été considéré comme scandaleusement utopique, même par les réformateurs les plus modérés.

On peut se demander, bien sûr, pourquoi réclamer davantage qu'une réduction des inégalités de revenus à un moment où même ce modeste objectif semble impossible à atteindre. Pourtant, au lendemain de la chute du mur de Berlin, le franc-parler idéologique a fait un retour en force, surtout du côté de la droite. Dans le contexte de cette évolution dramatique, la gauche devrait promouvoir une vision plus audacieuse d'un monde dépassant l'utopie du marché. Le pouvoir des grandes idées, c'est qu'elles ne visent pas simplement à redistribuer certaines cartes, mais à changer les règles du jeu. Cette vision prometteuse d'un avenir moins individualiste et plus fraternel avait donné, en décembre 1942, sa publicité au rapport Beveridge. Elle incita des milliers de personnes à faire la queue dans le froid pour acheter ce texte aussi sec que technique, dont les ventes atteignirent pas moins de 635 000 exemplaires. «*Un moment révolutionnaire dans l'histoire du monde, notait l'auteur, est un temps pour les révolutions, pas pour les accommodages.*»

Daniel Zamora

Chargé de recherches FNRS en sociologie à l'Université libre de Bruxelles; auteur de *Foucault et le néolibéralisme*, Aden, Bruxelles, à paraître en 2019; a dirigé avec Mateo Alaluf l'ouvrage collectif *Contre l'allocation universelle*, Lux, Montréal, 2017.

(1) Pedro Ramos Pinto, «Inequality by numbers : The making of a global political issue?»,

dans Christian O. Christiansen et Steven B. Jensen (sous la dir. de), *Histories of Global Inequality : New Histories*, Palgrave, Londres, à paraître.

(2) Lire «L'esprit de Dunkerque», quand l'élite cède...», dans «Royaume-Uni, de l'Empire au Brexit», *Manière de voir*, n° 153, juin-juillet 2017.

(3) Robert Castel, «La propriété sociale : émergence, transformations et remise en cause», *Esprit*, n° 8-9, Paris, août-septembre 2008.

(4) Dwight Macdonald, «Our invisible poor», *The New Yorker*, 19 janvier 1963.

(5) L'idée de l'impôt négatif développée par Friedman du début des années 1940 est une variante de l'allocation universelle. Le principe est de garantir à tous un seuil de revenus à travers le système d'imposition.

(6) Milton Friedman, «The distribution of income and the welfare activities of government» (PDF), conférence au Wabash College, Crawfordsville (Indiana), 20 juin 1956.

(7) Rob Konkel, «The monetization of global poverty : The concept of poverty in World Bank history, 1944-1990», *Journal of Global History*, vol. 9, n° 2, Cambridge, juillet 2014.

(8) Samuel Moyn, *Not Enough : Human Rights in an Unequal World*, Harvard University Press, 2018.

(9) Pedro Ramos Pinto, «The inequality debate : Why now, why like this?», Items, Social Science Research Council, 20 septembre 2016.

(10) Lire Bernard Friot, «En finir avec les luttes défensives», *Le Monde diplomatique*, novembre 2017.